

Unité départementale du Bas-Rhin  
14 rue du Bataillon de marche n°24  
BP 10001  
67050 Strasbourg Cedex

Strasbourg, le 10/10/2025

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 07/10/2025

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

**AUCHAN CARBURANT**

Place André MAUROIS  
67200 STRASBOURG

Code AIOT : 0006701069

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 07/10/2025 dans l'établissement AUCHAN CARBURANT, implanté Place André Maurois 67200 STRASBOURG. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette visite est réalisée dans le cadre du suivi de la mise en demeure du 12 mars 2025.

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- AUCHAN CARBURANT
- Place André Maurois 67000 Strasbourg
- Code AIOT : 0006701069
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société Auchan Carburant Strasbourg-Hautepierre exploite une station-service relevant des rubriques ICPE suivantes :

- 1414 Installation de remplissage ou de distribution de gaz inflammables liquéfiés - Déclaration avec Contrôle ;
- 1435 Stations-service - Déclaration suite à l'évolution de la nomenclature (E → D).

#### **Contexte de l'inspection :**

Suite à mise en demeure

#### **2) Constats**

##### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un

examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant, la proposition de suites de l'inspection des installations classées au préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer au préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis, éventuellement, une modification de la rédaction de la prescription, par voie d'arrêté préfectoral, pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Gestion du réseau de surveillance des eaux souterraines	AP de Mise en Demeure du 12/03/2025, article 1 <sup>er</sup>	Levée de mise en demeure
2	Réseau de surveillance des eaux souterraines – Actions correctives	AP de Mise en Demeure du 12/03/2025, article 1 <sup>er</sup>	Levée de mise en demeure

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant a satisfait à la mise en demeure du 12 mars 2025 qui cesse de produire ses effets.

## 2-4) Fiches de constats

## N° 1 : Gestion du réseau de surveillance des eaux souterraines

<b>Référence réglementaire :</b> AP de Mise en Demeure du 12/03/2025, article 1 <sup>er</sup>
<b>Thèmes :</b> Risques chroniques, Prévention des pollutions de la nappe
<b>Prescription contrôlée :</b> La Société AUCHAN, dont le siège social est situé 200 rue de la Recherche à Villeneuve d'Ascq (59), pour ses installations situées Place André Maurois à 67200 STRASBOURG, est mise en demeure de respecter, dans le délai de <b>six mois</b> à compter de la notification du présent arrêté, les prescriptions suivantes des arrêtés préfectoral du 02/04/2013 susvisé : « - <u>Arrêté préfectoral du 02/04/2013 :</u> <u>Article 3.2 Gestion du réseau de surveillance des eaux souterraines et conditions d'abandon d'ouvrage</u> (...) L'exploitant surveille, et entretient, les ouvrage de surveillance de manière à garantir la protection de la ressource en eau vis-à-vis de tout risque de pollution par l'intermédiaire des ouvrages. A cet effet, il prend tout moyen pour empêcher l'accès à la nappe au niveau de la tête de l'ouvrage et pour empêcher les infiltrations depuis la surface du sol. (...)» Dans le cas où un piézomètre s'avère hors service, l'exploitant veille à le remettre en état le plus rapidement possible. L'exploitant soumet à l'inspection des installations classées toute décision de cesser d'entretenir un ouvrage et de l'abandonner. Tout ouvrage abandonné doit être comblé par des techniques appropriées, permettant de garantir l'absence de circulation d'eau et l'absence de transfert de pollution. (...) »
<b>Constats :</b> Suite à la disparition de l'ouvrage PZ103, des investigations ont été menées. Le 12 juin 2025, le bureau d'études a procédé à une fouille au niveau de l'ancienne position du piézomètre, sur une profondeur de 3,20 m (la nappe étant située entre 5,84 m et 7,85 m sous le niveau du site). Aucune trace de piézomètre n'a été mise en évidence. Aucun accès à la nappe n'a été observé. Le site de fouille a été comblé de manière appropriée, une fois les recherches terminées.  Le bureau d'étude a acté l'absence de l'ouvrage PZ103 et a proposé à l'exploitant de procéder à une repose d'un ouvrage de remplacement (éventuellement dans l'enceinte fermée du site, soit à l'est de PZ102 en bordure de bâtiment). L'exploitant et le bureau d'étude doivent convenir d'une échéance pour la mise en place de ce piézomètre, lors du prochain suivi semestriel des eaux souterraines qui aura lieu en novembre prochain. <b>Il est attendu que l'exploitant transmette cet échéancier à l'Inspection dès qu'il sera établi.</b>  Au vu des mesures réalisées par l'exploitant, la mise en demeure peut être levée sur ce point.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suites
<b>Proposition de suite :</b> Levée de mise en demeure

## N° 2 : Réseau de surveillance des eaux souterraines – Actions correctives

<b>Référence réglementaire :</b> AP de Mise en Demeure du 12/03/2025, article 1 <sup>er</sup>
<b>Thèmes :</b> Risques chroniques, Prévention des pollutions de la nappe
<b>Prescription contrôlée :</b> La Société AUCHAN, dont le siège social est situé 200 rue de la Recherche à Villeneuve d'Ascq (59), pour ses installations situées Place André Maurois à 67200 STRASBOURG, est mise en demeure de respecter, dans le délai de <b>six mois</b> à compter de la notification du présent arrêté, les prescriptions suivantes de l'arrêté préfectoral du 02/04/2013 susvisé : « - <u>Arrêté préfectoral du 02/04/2013 : Article 7 - Actions correctives</u>

*L'exploitant suit les résultats des mesures qu'il réalise, notamment celles de son programme d'auto-surveillance, les analyse et les interprète. Il prend, le cas échéant, les actions correctives appropriées lorsque des résultats font présager des risques ou inconvénients pour l'environnement, ou d'écart par rapport au respect des valeurs réglementaires relatives aux émissions de ses installations ou de leur effets sur l'environnement. »*

**Constats :**

L'exploitant a fait procéder à la mise en œuvre des préconisations prévues par le diagnostic d'octobre 2023 (basé sur l'étude hydrogéologique 2021), à savoir :

- un test d'écumage a été réalisé sur l'ouvrage PZ2, qui présente l'épaisseur de flottant la plus importante. Ce test ayant été concluant, le bureau d'étude va mettre en place un système d'écumage passif à bande oléophile sur tous les ouvrages qui présentent une épaisseur de flottant, lors du prochain suivi semestriel des eaux souterraines, qui aura lieu en novembre prochain ;
- pour des raisons techniques, l'ouvrage PZ4 ne pourra être décolmaté, que lorsque le système d'écumage sera mis en œuvre au niveau de cet ouvrage. Cette action corrective est donc toujours en cours ;
- l'exploitant a fait procéder à un contrôle d'étanchéité par méthode acoustique des réservoirs, pour vérifier l'absence de nouvelle fuite, le 19/07/2023 et le 10/09/2024. Les rapports d'intervention font état d'une étanchéité conforme. Les détecteurs de fuite ont également fait l'objet d'un contrôle quinquennal, le 22/10/2024. Un détecteur étant défectueux, une maintenance a été réalisée et un second contrôle a eu lieu le 28/01/2025. Le rapport d'intervention final ne fait état d'aucune non-conformité.

En complément, l'exploitant a fait procéder à la mise en œuvre des préconisations prévues par le compte-rendu de suivi des eaux souterraines du second semestre 2024, à savoir :

- la bouche à clé de l'ouvrage PZ8 a été remplacée le 12 juin 2025 ;
- lors du prochain suivi semestriel des eaux souterraines qui aura lieu en novembre prochain, l'exploitant et le bureau d'étude doivent convenir d'une échéance pour :
  - la pose d'un ouvrage de remplacement pour l'ouvrage PZ103 (éventuellement dans l'enceinte fermée du site, soit à l'est de PZ102 en bordure de bâtiment) ;
  - le contrôle du nivellement actuel des ouvrages piézométriques par un géomètre expert, pour améliorer la précision des relevés piézométriques et confirmer le sens d'écoulement de la nappe lors des différents régimes hydrauliques ;

**Il est attendu que l'exploitant transmette cet échéancier à l'Inspection dès qu'il sera établi.**

Au vu des actions déjà menées par l'exploitant, la mise en demeure peut être levée sur ce point.

**Type de suites proposées :** Sans suites

**Proposition de suite :** Levée de mise en demeure